LES 400 COUPS ROMANAIS

#TRANSITIONDÉMOCRATIQUE #TRANSITIONÉCOLOGIQUE #JUSTICESOCIALE

N°1 | Printemps 2021 | 1ère année | 2 € | 4 pages

collectif pour ROMANS

Le journal version papier
(attention : contient des points médians)

EDITO

Par la rédaction

11 FÉVRIER : mandat retiré et inéligibilité de 1 an pour la Maire de Romans ! Une décision du tribunal administratif qui a réjoui celles et ceux qui revendiquent une gestion transparente et durable de notre Ville. Pourtant, nous avons pu être surpris·es d'entendre : « De toute façon, elle s'en sortira, c'est toujours comme ça », « Ceux qui dirigent gagnent toujours », « Elle va s'arranger pour faire oublier ça ».

Aurions-nous oublié le fabuleux espoir suscité par les Gilets Jaunes, dont les revendications sur le prix des carburants s'étaient rapidement élargies à l'amélioration du niveau de vie des classes populaires et moyennes, l'abolition des privilèges des gouvernant·es, le rétablissement de l'impôt sur la fortune ou encore l'instauration du référendum d'initiative citoyenne... Rejoints sur bien des points par les marches pour le climat, pleines de jeunes, ces mouvements sociaux lient dans un même combat fin du mois et fin du monde.

Cet épisode très local nous relie donc à une actualité nationale brûlante ! En effet, maintenir les citoyen·nes dans l'ignorance, volontairement ou par manque d'ambition, est l'une des pires atteintes que l'on puisse faire à une démocratie déjà fourbue. Cela se constate à de trop nombreuses échelles politico-administratives de notre pays, en particulier dans ce contexte de crise sanitaire. Alors, n'abdiquons pas et prenons la décision du Tribunal de Grenoble pour ce qu'elle est : une sanction qui n'a rien d'anecdotique.

Profitons de l'énergie donnée par cette nouvelle pour relever le défi d'une démocratie vivante ! Au Collectif, nous souhaitons redonner confiance aux habitant·es en les incitant à se renseigner, à questionner ce qui est dit, à demander des comptes, à investir des Conseils Municipaux (avec ou sans caméra), à se faire entendre, à exiger le meilleur de nos institutions démocratiques, à utiliser tous les nouveaux outils pour améliorer la participation et la représentativité de chacun·e, à prendre ainsi part à la construction de notre Ville de demain, prête à affronter tous les défis du XXIème siècle.

Nous cherchons à alimenter la curiosité des habitant·es au-delà d'un Romans Mag pourvoyeur de réalités faussées et de publicités. Nous offrons ici une information au service des Romanais·es et non pas aux services d'une tête d'affiche ancrée dans les préoccupations des années 80. L'exemple des 150 de la Convention Citoyenne pour le Climat nous en dit long sur le pouvoir de l'information et de la délibération dans l'implication des citoyen·nes, deux choses que nous refuse précisément la Maire de Romans. C'est donc ancré·es dans une farouche revendication d'une démocratie vivante que nous sommes heureux·ses de vous proposer ce premier numéro des #400COUPSROMANAIS, notre journal papier ! En complément de notre site internet, il propose une autre lecture de quelques actus locales surmédiatisées et partage nos points de vue sur la vie de la Cité !

Merci à nos adhérent·es qui ont rendu ce journal possible, par leurs adhésions, leurs dons, leur énergie et leurs encouragements !

Bonne lecture et à bientôt !

JUSTICE ET INJUSTICES

ON PREND LA MÊME ET ON RECOMMENCE, EN PIRE...

Déjà plus de six mois d'un mandat marquant l'accélération d'une politique de droite radicale. Déjà un jugement du Tribunal administratif qui conduirait à un retrait des mandats et une inéligibilité d'un an pour Mme Thoraval. Et en attendant le résultat de son recours devant le conseil d'État, les affaires continuent.

#TRANSITIONDÉMOCRATIQUE PAR G.O.L.E.M. | PAGE 2

L'AFFICHE AU VERSO !

Au Collectif pour Romans, l'information et la réinformation nous tiennent à cœur. En y mêlant une touche artistique qui nous est chère, des valeurs écologistes qu'on souhaite affirmer (papier recyclé, réutilisable), voilà l'idée d'un journal qu'on lit, puis qu'on partage en l'affichant dans son salon ou sur les panneaux d'affichage municipaux… Dont 6 ont subrepticement disparu sous la précédente mandature de la maire. Occupons les 12 restants, tou·tes ensemble et avec…

DUGUDUS | RÉSISTER

UN ARTISTE QUI NOUS PARLE !

Coup de cœur pour Régis Léger alias Dugudus, un graphiste illustrateur qui se passionne pour la représentation de l'image sociale et politique. Sur les images qu'il placarde sur les murs de nos villes, Dugudus interpelle les passant·es avec humour et provocation. Ses créations ont pour mission de nous bousculer et de nous faire réagir sur les enjeux de notre société. Tou·tes les Romanais·es comprendront ce choix pour honorer le premier numéro de notre journal ;-)

À RETROUVER SUR DUGUDUS.FR

REJOIGNEZ LE COLLECTIF !

Transition démocratique, transition écologique, justice sociale, à Romans c'est possible ensemble !

Opposition extra municipale, vigilance citoyenne, exigence démocratique, actions solidaires et écologiques, activisme créatif et joyeux !

Voici les ingrédients du Collectif Pour Romans qui ne se résigne pas !

Vous vous reconnaissez dans nos 3 piliers ? Dans nos actions ?

Rencontrez-nous, adhérez et participez à cette belle aventure !

collectifpourromans.org

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO

PAGE 2
On prend la même et on recommence, en pire...
Madame la Maire au-dessus des lois : Souriez, vous êtes filmée
Les listes citoyennes, une nouvelle approche de la politique locale

PAGE 3
Romans « ville amie des enfants », il fallait oser !
Un titre à l'épreuve des faits ?
Aidons la mairie à devenir une Ville amie des enfants !

PAGE 4
SFAM : un projet non adapté au territoire pourra-t-il se réaliser ?
La fin du tout-voiture
Composter, c'est bon pour la santé des vers et de la planète !

Pour toutes réclamations, remarques, analyses, critiques , informations, ou pour particper à la rédaction ou l'élaboration de ce journal, une seule adresse :
redaction@collectifpourromans.org

#COUPDEPROJECTEUR

#TRANSITIONDÉMOCRATIQUE

ON PREND LA MÊME ET ON RECOMMENCE, EN PIRE...

ET DÉJÀ PLUS DE SIX MOIS D'UN MANDAT MARQUANT L'ACCÉLÉRATION D'UNE POLITIQUE DE DROITE RADICALE. DÉJÀ UN JUGEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF QUI CONDUIRAIT À UN RETRAIT DES MANDATS ET UNE INÉLIGIBILITÉ D'UN AN POUR MME THORAVAL. ET EN ATTENDANT LE RÉSULTAT DE SON RECOURS DEVANT LE CONSEIL D'ÉTAT, LES AFFAIRES CONTINUENT.

PAR G.O.L.E.M.

NOUS VOULONS AMPLIFIER LES TRANSITIONS, ELLE RENFORCE LES TENSIONS

MME Thoraval reprend son mandat là où elle l'avait laissé : à la droite de la droite. Après une rentrée sous le signe de la stigmatisation, à s'étonner de l'enseignement de la langue arabe dans les écoles primaires sous contrôle de l'Éducation Nationale, elle poursuit le chantier du tout sécuritaire en augmentant de 100 caméras le parc de vidéosurveillance. Le tableau ne serait pas complet sans une gestion municipale néo-libérale. Ainsi, le flou est maintenu sur les finances du CCAS (Centre Communal d'Action Sociale), dont on ne sait plus bien quelles actions il mène encore. Le service public est délaissé chaque jour davantage : fermeture d'un centre de loisirs pour les vacances, création d'un centre de santé privé en lieu et place de la cuisine municipale Pouchelon... Au passage, ce terrain est vendu, à bas coût, à l'entreprise même qui a étudié l'opportunité de faire de ce lieu un centre de santé ! Le quartier de la Monnaie et ses habitant·es semblent avoir été les cobayes de cette politique qui s'étend à présent à toute la ville. Laisser ce quartier livré à lui-même, démolir puis sévir, n'ont jamais rien réglé. Comment la Ville pourrait bien vivre si un de ses quartiers vit dans la relégation ?
Cette gestion de pompier pyromane se fait au prix de la démocratie. Concentrant les pouvoirs, Mme Thoraval s'attribue des délégations du Conseil Municipal pour des questions liées à la tarification des services publics par exemple. Ailleurs, ce sont des conseils de quartier qui sont laissés dans l'opacité, comme c'est le cas des riverain·es du Chemin des Bœufs, voire même le refus simple et illégal de la publicité des débats du Conseil Municipal ! En plein crise sanitaire, alors que le contexte exige que l'on prenne soin de notre corps social, c'est une logique passéiste et mortifère qui dirige les affaires municipales.

NOUS VOULONS LA TRANSPARENCE, ON NOUS IMPOSE LE FLOU

Comme en 2014, Romanais et Romanaises « découvrent » mesures et projets et doivent s'armer de patience et de ténacité pour s'informer et ainsi accéder à leurs droits ou exercer leur citoyenneté.

Nous avons pris l'habitude de suivre les épisodes du feuilleton autour du tènement Jourdan dans les médias et sur les réseaux sociaux des concerné·es. Mais notre territoire ne peut être la balle que se renvoient un entrepreneur local et une édile municipale. Ce projet 1083-Jourdan était précieux, il avait mobilisé et faisait sens. Comment croire au virage aménagiste version 2021 de la municipalité ? Après avoir projeté en 2016 d'y installer la résidence Domitys, maison de retraite de luxe pour personnes âgées, elle propose ensuite un gymnase, sacrifiant au passage un lieu historique. L'opposition se retrouve sur ce projet en bien mauvaise posture, son chef de file Thomas Huriez étant directement concerné par le sujet comme dirigeant de 1083. Est-ce pour cela que l'opposition ne nous aide pas à y voir plus clair ? Sur le social elle « fait le job », dénonçant les orientations budgétaires aggravant les inégalités et la précarité, mais sur les transitions écologiques et démocratiques elle n'a guère de ligne politique cohérente. Ainsi, la voiture semble toujours prioritaire alors que l'urgence écologique est bien là, rien sur l'alimentation, la remunicipalisation de l'eau, l'adaptation au dérèglement climatique ; rien non plus sur le respect de la démocratie alors même que les élu·es d'opposition font les frais d'un exercice autoritaire du pouvoir.

NOUS VOULONS LE MONDE D'APRÈS

Comme celui de Poitiers, notre collectif « n'est pas écologiste par choix, il est écologiste parce qu'il n'a pas le choix ». Qu'aurions-nous fait ? La continuité des services publics et de la tenue des affaires courantes auraient permis de construire un pacte de confiance avec les services municipaux. En nous attelant à la gestion de la crise sanitaire nous en aurions fait une opportunité de mettre en œuvre et de tester notre plan d'action.

Les illustrations ne manquent pas : "coronapistes", plateforme numérique de solidarité, propositions culturelles réinventées pour aller au-devant de tou·tes. Mais surtout, le pilotage de cette crise aurait été l'occasion de mettre autour d'une table, l'ensemble des acteur·rices de la ville, dans leur diversité, pour commencer à retisser du lien, à découvrir les mutualisations et renforcements possibles des un·es et des autres. Une manière pour notre municipalité d'investir un rôle d'animateur de territoire, en intelligence collective, qui rend facile au lieu de contraindre. Un manière d'ouvrir des possibles sans faire exploser la facture, d'articuler les combats contre la fin du monde et les fins de mois difficiles. Dans cet élan, nous aurions planté cette graine, chantier indispensable des années à venir : celle de l'alimentation, qui vient irriguer nos 3 piliers que sont la justice sociale, la transition écologique et la transition démocratique.

#COUPPOURCOUP

MADAME LA MAIRE AU-DESSUS DES LOIS : SOURIEZ, VOUS ÊTES FILMÉE

JEUDI 4 FÉVRIER, UN MILITANT DU COLLECTIF VENAIT ASSURER LA PUBLICITÉ DES DÉBATS DU CONSEIL MUNICIPAL. QUELQUES MINUTES AVANT LA FIN, MADAME LA MAIRE DÉCIDE DE L'EXPULSER.

#TRANSITIONDÉMOCRATIQUE PAR MAYA LAB

APRÈS deux heures de séance, Marie-Hélène Thoraval est informée par son DGS (Directeur Général des Services), Marc-Antoine Gastoud, qu'un intrus (et son trépied d'1m70) effectue une captation. Immédiatement, les débats sont interrompus et la maire s'indigne : « Il semblerait que nous ayons été filmés à notre insu et sans autorisation... ».

UNE AUTORISATION POUR FILMER UN CONSEIL MUNICIPAL !

« Il n'a pas d'autorisation. » Tout le monde peut enregistrer et transmettre en ligne les délibérations des CM[1] et les retransmettre sur internet[2]. Si la captation avait troublé la séance, l'expulsion du cadreur aurait pu être justifiée, mais la vidéo prouve que le seul trouble a été causé par Madame la Maire.
« Il n'a pas d'attestation. » Et si ! Le Collectif pour Romans avait établi un devis et le cadreur avait une attestation de déplacement pour pouvoir effectuer la captation dans le cadre de son travail malgré le couvre-feu.
« Je demande la saisie de la caméra. » Mme Thoraval tente de faire saisir le matériel par le policier présent, en vain. Cependant, il escorte notre cadreur vers la sortie, puis est rejoint par trois autres agents de la police municipale. Malgré leur demande, le vidéaste refuse d'être auditionné au commissariat, apparemment à raison puisqu'il a pu rentrer chez lui sans entrave et n'a reçu aucune convocation à ce jour.

Suite à cet incident, plusieurs acteur·trices de la politique locale se sont uni·es afin de réclamer la possibilité de débattre dans un cadre démocratique sain, exempt de climat de peur quant à l'exercice des libertés démocratiques.

QUAND OPACITÉ FLIRTE AVEC ILLÉGALITÉ

Malgré les demandes du Collectif, Madame la Maire refuse l'enregistrement et la diffusion des débats : l'audience est jugée trop faible pour un coût trop élevé. La captation de la mise en scène du CM du 3 juillet dernier, effectuée par la Ville, avait pourtant reçu plus de 5800 vues !

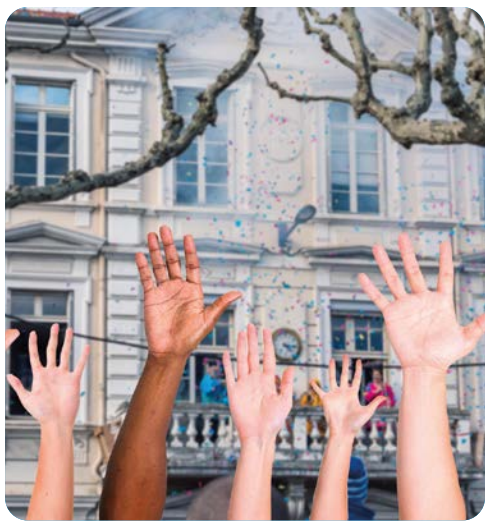
La mairie devrait peut-être revoir ses priorités pour accorder à la transparence démocratique l'importance qu'elle mérite. D'autant plus lorsque les séances finissent systématiquement après l'heure du couvre-feu, empêchant ainsi les citoyen·nes de pouvoir assister à l'entièreté des débats.

Pourquoi Madame la Maire, qui aime tant les caméras, n'accepte-t-elle pas d'être filmée dans son rôle d'élu·e ?

1 | Art. L. 2121-18 du code général des collectivités territoriales
2 | Rép. min.n° 1391, JO Sénat du 11.6.15, p. 14713

#COUPD'OEIL

LES LISTES CITOYENNES, UNE NOUVELLE APPROCHE DE LA POLITIQUE LOCALE



APRÈS SAILLANS LA PIONNIÈRE IL Y A 6 ANS, LES LISTES CITOYENNES AU MUNICIPALES ONT DE NOUVEAU FAIT LES GROS TITRES. QUE DIRE DE CE PHÉNOMÈNE ?

#TRANSITIONDÉMOCRATIQUE PAR BEP

LA LISTE du Collectif Pour Romans était l'une des très nombreuses listes citoyennes à se présenter aux dernières élections municipales lors desquelles elle avait recueilli près de 17% des suffrages.

L'origine de cette floraison récente des listes citoyennes est multifactorielle. Guillaume Gourgues, maître de conférences en science politique à l'université de Lyon 2, a suivi avec son équipe 200 listes répertoriées par le réseau Action Commune (sur les 400 qui se sont présentées). Un de ses constats : près de la moitié de ces listes se sont constituées à la suite de mobilisations locales ; les autres à l'occasion des élections municipales. Le Collectif, pour sa part, est né des luttes autour des réductions de budgets aux associations, des freins mis aux maisons de quartier, de la fermeture de la Maison de la Nature et l'Environnement (MNE) et a pris de l'ampleur à l'occasion des élections.

Les méthodes et processus participatifs de ces collectifs tranchent avec les jeux politiques habituels et les petits arrangements entre ami·es. Ainsi la constitution de liste du Collectif s'était faite en plusieurs étapes toutes chapeautées par un comité de suivi indépendant : constitution d'un groupe de candidatures avec intégration de citoyen·nes tiré·es au sort et possibilité de plébisciter des personnes, émergence de la liste par consensus et scrutin à jugement majoritaire pour les 8 premiers membres de la liste. Le programme a été réalisé à partir de travaux d'ateliers et de séminaires ouverts qui ont intégré les résultats des prises de paroles de citoyen·nes recueillies sur les marchés notamment.

À l'issue du deuxième tour de ces élections municipales, 66 listes participatives ont gagné, 1962 conseiller·ères municipaux·ales ont été élu·es dont 1324 aux affaires. Citons parmi les 66 villes gagnées : Poitiers, Annecy, Chambéry et des villes plus petites comme Nogent-le-Rotrou, Bourg-Saint-Maurice.

Des municipales de 2014 avec une seule liste participative gagnante à Saillans. À celles de 2020 avec 66 victoires, la progression est belle, travaillons ensemble pour confirmer cette dynamique ! Un des enjeux est de mobiliser le maximum d'abstentionnistes qui ont représenté plus de 60% des inscrit·es pour ces municipales !

PAR COLINE

ROMANS « VILLE AMIE DES ENFANTS », IL FALLAIT OSER !

NOTRE VILLE EST CANDIDATE À CE TITRE DÉCERNÉ PAR L'UNICEF : QUELLE HYPOCRISIE AU REGARD DE TOUT CE QUI A ÉTÉ PATIEMMENT DÉTRICOTÉ LES 7 ANNÉES ÉCOULÉES !

#JUSTICESOCIALE #TRANSITIONÉCOLOGIQUE

RAPPELONS-NOUS que le précédent mandat avait été marqué par la suppression des deux tranches les plus basses des tarifs de la cantine et des temps de garderies périscolaires. Il y a également eu la réduction drastique des budgets des maisons de quartier, empêchant ainsi l'accueil des enfants le mercredi et les vacances scolaires à la maison de quartier Coluche. Les offres sportives du « Pass'sport » ont également été réduites à peau de chagrin. Les écoles ont subi la même politique d'économie sur le dos des enfants : diminution de plus de 25% des dotations scolaires, suppression des 6 euros par enfant dans les zones d'éducation prioritaire, disparition de l'aide aux devoirs par des enseignant·es et gel du recrutement des ATSEM en maternelle. Les investissements en cours pour les alarmes anti-intrusions sont très loin d'utiliser tout l'argent économisé sur le dos des enfants ces dernières années…

Aviez-vous remarqué sur les panneaux d'affichage municipal, la proposition : « Pass'vacances hiver » pour les vacances de février ? Il s'agissait en tout et pour tout de 24 places qui ont été offertes, pour une seule semaine, et pas de centre de loisirs pour les 6/14 ans. Celui-ci a disparu sans qu'aucune famille n'ait été informée en amont du jour des inscriptions, trois semaines seulement avant le début des vacances ! Désemparés face à leurs enfants privés de vacances et à leur organisation familiale à revoir au dernier moment, des parents ont organisé une pétition pour demander la réouverture de ce centre…

UNE POLITIQUE EN TROMPE-L'OEIL

Il est clair que depuis quelques années, ni les enfants ni leurs familles ne sont au centre des préoccupations de la ville de Romans ! Et aujourd'hui, les audits commandités par la mairie pour les maisons de quartier, le théâtre jeune public de la Courte Échelle, l'association de Romans International et celle de danse folklorique Empi et Riaume laissent augurer que quelques domaines vont être fléchés pour les prochaines économies… Encore ceux directement liés avec la jeunesse, la rencontre, l'échange, la culture : tous ces ingrédients dont les enfants ont besoin pour grandir !

Même les bonnes idées de l'actuelle municipalité ont été des initiatives en trompe-l'oeil : le Conseil Municipal des jeunes avait par exemple pour projet initial d'alerter sur les effets dévastateurs de la pollution sur les océans et la faune marine. Les enfants et adolescent·es voulaient rappeler les gestes à adopter. C'était sans compter sur la mairie qui les a aiguillés vers… la réalisation d'une brochure sur la propreté, loin de susciter un débat sur l'environnement et les conséquences planétaires de nos actes !

ET LA SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT ?

À Romans, non contente d'avoir fermé la Maison de la Nature et de l'Environnement en 2015, la mairie s'est séparée en même temps de son service « Agenda 21 », qui faisait la promotion d'initiatives pour la sensibilisation au développement durable, notamment en direction des enfants ! Il existait des composteurs de quartier, ils ont presque tous été démontés ! Pareil pour certaines des pistes cyclables et rues à sens unique qui protégeaient cyclistes et piétons, démontées aussi ! Les temps festifs à destination des enfants et de leurs familles ont d'ailleurs disparu petit à petit de l'agenda municipal : plus de fête de la nature, plus de journée sans voiture, disparue l'aide à la mise en place de pédibus et de vélobus pour les trajets en groupe vers les écoles, volatilisées les animations autour de la semaine de réduction des déchets, aux oubliettes les animations valorisant la coopération internationale.

Partout en France des citoyen·nes se mobilisent pour tenter de préserver la planète pour les générations futures, mais à Romans, vous l'aurez compris, l'actuelle municipalité préfère s'auto-proclamer « amie des enfants » plutôt que s'atteler à préparer l'avenir.

Du côté des parents, à quand une mobilisation pour que, dans ces mois parfois moroses, la mairie remette le vivre-ensemble au cœur de ses préoccupations ?

À quand une requête auprès des tribunaux pour demander des comptes à la Ville quant à sa lutte contre le réchauffement climatique ?

UN TITRE À L'ÉPREUVE DES FAITS ?

CE TITRE VALORISANT L'ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'INCLUSION DES INTÉRÊTS DES ENFANTS DANS L'ENSEMBLE DES PROJETS ET DES POLITIQUES MENÉS PAR LA MUNICIPALITÉ SERAIT-IL POSSIBLE À ROMANS ?

#JUSTICESOCIALE #TRANSITIONÉCOLOGIQUE

ROMANS collectionne les labels, Marianne, « Ville amie des aînés », sans que l'on sache en quoi cela consiste. Ainsi, quand le Collectif a appris que la mairie concourrait au titre de « Ville amie des enfants », il s'est intéressé aux critères à remplir et s'est demandé si la municipalité les avait lus avant de s'engager dans ce parcours !

En effet, l'Unicef cherche à savoir si « *la ville montre qu'elle réfléchit l'ensemble de ses politiques publiques (mobilité, développement durable, santé, culture, sport, administration, RH, formation, sécurité, accès aux droits) en y incluant les enfants et les jeunes comme usagers de l'espace public et des services, et si elle imagine systématiquement les moyens de les associer ou de les prendre en compte comme des citoyen·nes en devenir* ». En lien étroit avec la convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), les villes doivent s'engager dans cinq domaines : épanouissement et respect de chaque enfant, lutte contre la discrimination et pour l'équité, proposition de parcours éducatifs de qualité, développement de la participation et de l'engagement des enfants, respect des droits.

Peut-on considérer que la Ville de Romans favorise l'accès aux loisirs, à la culture et au sport à tous les enfants, y compris les plus défavorisé·es ? Jusqu'à présent, elle a réduit les budgets alloués à l'éducation, aux associations culturelles ainsi qu'aux maisons de quartier au détriment de la culture, de l'éducation sportive et des loisirs en direction de la jeunesse. De plus, sa politique tarifaire a augmenté le coût pour les plus démuni·es des repas à la cantine et des activités extrascolaires. La Ville ne soutient pas davantage les opérations de sensibilisation aux comportements durables, des déplacements doux ou des transports en commun. Quels sont donc les projets d'espaces verts, d'aires de jeux et de jardins pédagogiques pour les enfants réfléchis avec et pour eux ?

Concrètement, les villes candidates doivent suivre un processus bien précis (réunion d'information auprès de l'Unicef, questionnaire d'évaluation à remplir, plan d'actions 2020/2026 à présenter avec des projets pour les enfants et les adolescents dûment étayés et documentés, audition). Pour l'heure, la ville monte son dossier et prend des photos du Conseil Municipal des jeunes. Elle vient de penser, mi-février, à encourager la participation des jeunes au questionnaire en ligne de l'Unicef disponible depuis le 15 octobre et jusqu'au 1er mars.

AIDONS LA MAIRIE À DEVENIR UNE VILLE AMIE DES ENFANTS !

DEPUIS 7 ANS, TOUT CE QUI AVAIT ÉTÉ MIS EN PLACE POUR AIDER LES ENFANTS ET LEURS PARENTS EST DÉTRUIT, MAIS ÇA C'ÉTAIT AVANT DE BRIGUER LE TITRE "VILLE AMIE DES ENFANTS".

#JUSTICESOCIALE #TRANSITIONÉCOLOGIQUE

APRÈS avoir supprimé les mesures qui avaient été mises en place pour la jeunesse, Marie-Hélène Thoraval a décidé de changer de cap pour un nouveau titre. La ville a jusqu'à mi-avril pour faire marche arrière et se lancer dans un plan d'action municipal ambitieux. Et du travail il y en a pour tout (re)mettre en place. Cette fois-ci, nous sommes prêt·es à aider la majorité !

QUELQUES PROPOSITIONS POUR LES ÉCOLES…

Pour commencer, il faudrait remettre en place ce qui a été détricoté depuis l'arrivée de Madame la Maire : restaurer les clubs « Coup de Pouce » dans les zones d'éducation prioritaires, rétablir les dotations aux écoles, recruter des ATSEM… la liste est longue ! La mairie pourrait également prouver son investissement en envoyant des élu·es dans les Conseils d'Écoles et les Conseils d'Administration des collèges et lycées. Elle pourrait encourager le jardinage dans les écoles, l'installation de composteurs ou encore développer un programme culturel et sportif, le Vercors étant à notre porte !

LES FAMILLES…

Là aussi, les mesures ne manquent pas : rétablir les tranches basses du quotient familial dans les grilles tarifaires, développer le service public de la petite enfance en liaison avec l'agglomération (crèches familiales, horaires atypiques…), rouvrir le centre de vacances pour permettre à plus d'enfants de pouvoir connaître les joies des vacances en groupe. La municipalité pourrait épauler les familles dans la recherche de médecins traitants, faciliter le fonctionnement du centre médico-scolaire et la création d'un centre de santé.

ET LE CADRE DE VIE.

Voilà de nombreuses pistes à explorer au-delà de la place Jean-Jaurès et du Parc du Champ de Mars que la mairie aime mettre sous les projecteurs : installer un jeu de plaine par quartier ou a minima remplacer les jeux dans les parcs quand ceux-ci sont vétustes et investir dans les espaces de loisirs éloignés des gaz d'échappement. Améliorer les moyens de déplacements doux par la réfection des trottoirs, le développement et sécurisation des pistes cyclables ou encore l'instauration de pédibus. La mairie pourrait aussi miser sur la sensibilisation à l'environnement en diffusant de l'information et en organisant des ateliers lors des journées à thème (Nature, Eau…).

Bref, nous avons hâte de voir les améliorations à venir !

#COUPDEPROJECTEUR

#JUSTICESOCIALE

SFAM : UN PROJET NON ADAPTÉ AU TERRITOIRE POURRA-T-IL SE RÉALISER ?

LA CRITIQUE, AU SENS NOBLE, EST NÉCESSAIRE POUR APPRÉHENDER LES DOSSIERS QUI CONCERNENT LA VIE DE NOTRE VILLE. EXERCICE PRATIQUE AVEC LE PROJET DE CAMPUS DE LA SFAM.

PAR ROBESPIERRE

FIN 2018, la Société Française d'Assurance Multirisque a remporté l'appel à projets lancé par EPORA (Établissement Public foncier d'État au cœur de la région Auvergne Rhône-Alpes), structure de veille sur le foncier public, comme il en existe une dizaine d'autres en France. Le projet de la SFAM : implanter autour de ses premiers immeubles qui ont vu le jour en 2015 à l'est de Romans, « un campus » avec des bureaux, un auditorium, 8000 m² de commerces, un hôtel de 80 chambres et des parkings…

CE PROJET A ÉTÉ RETENU PAR LA VILLE ET L'AGGLO. IL MÉRITE UN ÉCLAIRAGE CITOYEN !

L'appel à projet d'EPORA (4 mai 2018) énonçait notamment une non concurrence pour le centre ville et le quartier de la Monnaie. La vigilance des citoyen·nes est de mise car l'appel d'offres pour acheter le terrain a été remporté par la SFAM avec un projet commercial... pas entièrement défini ! N'étant pas défini, comment la Ville peut-elle affirmer qu'il n'y aura pas de concurrence ?

Du côté du SCOT (Schéma de Cohérence Territorial) du Grand Rovaltain, les annonces ne sont guère plus rassurantes. Dans son préambule, il est précisé : « pas de nouvelle zone commerciale en périphérie des villes ». Est-ce ratiociner que de considérer que l'implantation de la SFAM est en périphérie de Romans ?

Le SCOT nous donne aussi la densité des commerces dans le Grand Rovaltain : 1685 m² de commerces alimentaires pour 1000 habitant·es, contre 965 m² nationalement (hors Ile de France). Et 1333 m² de commerces non alimentaires pour 1000 habitant·es contre 657 m² nationalement (hors Ile de France). L'offre est déjà pléthorique, surabondante, sur ce territoire. Alors pourquoi en rajouter ? Selon quelle logique ?

Ce même non sens nous questionne pour la construction d'un auditorium de 2000 places : des grandes structures existent dans les environs (domaine du lac à Châteauneuf-sur-Isère, ensemble Charles Bringuier à Chatuzange-le-Goubet, salle de spectacle de Dani Lary à Barbières, salle des Cordeliers à Romans et bientôt le nouveau Palais des congrès à Valence) et sont globalement sous-utilisées, voire au bord de la faillite. Pourquoi aucune concertation territoriale n'est-elle organisée ? C'est théoriquement la finalité du SCOT, hélas vraisemblablement prisonnier d'autres enjeux…

L'ARGUMENT « EMPLOI » NE TIENT PAS NON PLUS.

Il n'est pas démontré que les grandes surfaces de périphérie créent plus d'emplois qu'elles n'en détruisent dans les centres-villes.

La CDAC (Commission Départementale d'Aménagement Commercial) fait des recommandations pleines de bon sens pour accompagner la création de projets d'envergure :

1 - Sur la contribution du projet à la préservation ou revitalisation du tissu commercial du centre ville de la commune d'implantation, des communes limitrophes et de l'établissement public de coopération intercommunale.

2 - Sur les coûts indirects supportés par la ville en matière d'infrastructures et de transport : le projet de la SFAM se situe dans une zone déjà saturée aux heures de pointe, pourquoi rajouter du trafic, quels nouveaux aménagements routiers seront induits et comment seront-ils financés ?

Le thème « entrée de ville », cher à Mme Thoraval, manque ici singulièrement d'originalité : une grande surface comme première image perçue en arrivant à Romans est-ce là l'ambition d'une municipalité, qui dit vouloir revaloriser le centre historique et revendique un « pays d'Art et d'Histoire » !

Face à la situation sociale, climatique et environnementale ; chaque citoyen·ne, au-delà de sa participation au processus électoral, doit se forger une opinion sur des bases objectives et élever son niveau d'exigence envers les élu·es, qu'il ait voté pour elles et eux ou pas. Pour cela nous devons faire l'effort, dans la lecture des dossiers, de nous documenter en profondeur car les politiques, seul·es, font la démonstration tous les jours qu'ils·elles ne sont pas à la hauteur des enjeux.

À ce jour, nous ne savons pas si la vente à la SFAM a été conclue… L'EPORA aurait-il été refroidi par les plaintes et procédures dont fait l'objet la SFAM ? En effet, de trop nombreux·ses Français·es ne connaissent Romans-sur-Isère que par l'adresse de la SFAM : « 1 rue Camille Claudel », pour y envoyer des réclamations et tenter, souvent en vain, de régler des litiges.

Pour aller plus loin :
Le SCOT : www.grandrovaltain.fr
Les relevés de décision de la CDAC sur www.drome.gouv.fr
EPORA : www.epora.fr

#COUPDEPÉDALE

LA FIN DU TOUT-VOITURE

LA VOITURE INDIVIDUELLE EST LE SYMBOLE D'UNE ÉPOQUE AUJOURD'HUI RÉVOLUE. CE N'EST PAS TANT L'OBJET EN TANT QUE TEL QUI POSE PROBLÈME MAIS LA GÉNÉRALISATION DE SON USAGE, AU POINT QUE NOUS EN SOYONS DEVENU·ES COMPLÈTEMENT DÉPENDANT·ES.

#TRANSITIONÉCOLOGIQUE PAR ROBERT SAUTIN

À GRANDS coups de campagnes publicitaires vendant de la pseudo-liberté, à grands coups d'investissements publics, à grands coups de beaux discours sur le progrès, nous avons laissé le productivisme et l'automobile s'imposer comme des incontournables dans nos vies, avec toutes les conséquences sur nos espaces et l'environnement que l'on connaît maintenant.

Le développement du tout-voiture a entraîné avec lui, outre la pollution directe, l'artificialisation des sols et la disparition sous le goudron de nombreuses terres agricoles (lorsqu'on se déplace à pied ou à vélo, l'invasion de l'automobile saute aux yeux). Mais ce n'est pas tout, son développement sans limite est responsable de déséquilibres géopolitiques dangereux, dus à notre dépendance vis-à-vis des pays producteurs de pétrole. Et enfin, conséquence largement sous-estimée mais beaucoup plus perverse, la généralisation de la voiture individuelle a profondément changé notre manière de vivre en l'espace de quelques décennies. Le budget que nous lui consacrons (au dépend par exemple de la qualité de l'habitat ou de l'alimentation) est de plus en plus important. Avez-vous conscience que chaque kilomètre en voiture vous coûte la moitié d'un euro ? Quant aux enfants, la voiture est pour eux une prison dorée, qui les empêche d'apprendre progressivement à vivre et à se déplacer sans leurs parents.

Bien heureusement de nombreuses initiatives pour sortir de cette impasse sont en marche : autopartage, apprentissage du vélo à l'école, évolution de code de l'urbanisme imposant la création d'aménagements piétons et cyclables, développement des trains régionaux….

Il n'y a donc pas de fatalité et l'objectif de cette rubrique est de partager ici avec vous toutes réflexions pouvant accompagner le nécessaire changement.

Alors, nos bonnes villes de Romans et Bourg de Péage seront-elles tournées vers le passé et incapables d'innover... ou plutôt vers l'avenir, créatrices d'emploi et respectueuses des générations futures ? Cela dépendra des citoyen·nes, de leur capacité à changer d'habitudes, de leur désir d'un monde plus juste et de leur volonté de peser sur les choix politiques.

#COUPDEGUEULE

COMPOSTER, C'EST BON POUR LA SANTÉ DES VERS ET DE LA PLANÈTE !

#TRANSITIONÉCOLOGIQUE PAR E.C.D.C.

LE COMPOST C'EST NATUREL ET CE SERA OBLIGATOIRE DÈS 2024

CONTRAIREMENT aux idées reçues, composter c'est facile. Un petit coin de jardin, un seau d'épluchures tous les deux ou trois jours, quelques tontes de gazon, des feuilles mortes et tous les mois un petit coup de fourche pour aérer et s'assurer que les lombrics travaillent bien. Cela permet d'obtenir un terreau gratuit et précieux pour le potager. De plus, en le couplant avec le tri sélectif, le volume des déchets est grandement réduit, ce qui induit une baisse de la consommation d'énergie nécessaire pour brûler les ordures dans les incinérateurs.

Dans de nombreuses villes, des composteurs de quartier sont disponibles, mais à Romans ils sont en voie de disparition ou cadenassés par l'agglomération. La précédente municipalité avait commencé à en installer mais, depuis 2014, ils ont été démontés. Une école s'est même vu refuser l'installation de l'un d'eux au prétexte que cela allait polluer les flaques d'eau !

Cela témoigne d'une méconnaissance absolue du processus de compostage. Actuellement il y a deux composteurs collectifs à Romans avec accès restreint, deux à Valence mais trois à Chateauneuf-sur-Isère, ce qui démontre bien le rôle des municipalités.

DES INITIATIVES LOCALES À DÉCOUVRIR

RovalTerre est une entreprise implantée dans notre agglomération qui valorise les déchets organiques. Elle effectue ses collectes auprès des restaurants et des particuliers (service payant) puis les achemine en vélo et remorque vers un centre de compostage situé dans la zone des Chasses à Romans. Le compost y est tamisé et conditionné afin d'être vendu. Il existe aussi l'association Compost et Territoire, basée à Chabrillan, dont l'objectif est d'accompagner des projets de compostage en Drôme et Ardèche. Elle existe depuis 2015 et a installé dernièrement des sites de compostage à Piégros, Aurel et Saillans.

Avec l'obligation du tri à la source des biodéchets au 1er janvier 2024 tou·tes les Européen·nes devront avoir une solution pour ne plus jeter leurs déchets organiques dans la poubelle. Alors, même si ce n'est pas une priorité pour notre municipalité, mettons-nous au compostage, c'est le moment !

Les 400 Coups est édité par le Collectif Pour Romans Collectif Pour Romans, adresse administrative, 107 Av. Adolphe Figuet, 26100 ROMANS SUR ISERE
Directrice de la publication - Justine VIAL | Responsable de la rédaction - Bernard PIQUET | Maquette réalisée par ALC et le groupe Communication du Collectif
Imprimé par CORLET IMPRIMEUR, ZI, rue Maximilien Vox, Condé-sur-Noireau, 14110 Condé-en-Normandie
Date de parution le 12 mars 2021 | « Dépôt légal » mars 2021 | 2 € | numéro ISSN en cours d'attribution | 1ère édition, tirée à 500 exemplaires sur papier recyclé
images : Freepik.com & Collectif Pour Romans | pour toutes remarques/suggestions/réclamations contactez-nous à redaction@collectifpourromans.org

le verbe RÉSISTER

DOIT TOUJOURS SE CONJUGUER AU PRÉSENT

Lucie AUBRAC

RÉSISTANTE, CO-FONDATRICE DU MOUVEMENT POUR LA PAIX

dugudus

Résister - Dugudus | www.dugudus.fr
Avec l'aimable autorisation de l'artiste
Affiche parue dans LES 400 COUPS ROMANAIS, N°1 - Printemps 2021

collectif pour ROMANS citoyenne écologiste solidaire

www.collectifpourromans.org

#transitiondémocratique #transitionécologique #justicesociale